Document généré le 31 mai 2025 23:21

Continuité

CONTINUITÉ

Le patrimoine, un mot magique…

Luc Noppen

Numéro 19, printemps 1983

Le patrimoine industriel

URI : https://id.erudit.org/iderudit/18464ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)
1923-2543 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Noppen, L. (1983). Le patrimoine, un mot magique…. *Continuité*, (19), 4–4.

©, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE PATRIMOINE, UN MOT MAGIQUE . . .

Depuis quelque temps, le mot **patrimoine** n'inspire plus confiance, même à ceux qui, voici dix ans et plus, ont livré bataille pour sauvegarder un acquis dont la valeur de témoignage semblait d'une importance telle qu'il fallait le sauver à tout prix. Que s'est-il passé au juste pour que l'effort de mobilisation se transforme en autant de défections, d'abandons, voire de rejets?

DES MOTS

Disons d'abord que ce mot (magique il y a encore quelques années) n'a jamais signifié la même chose pour tous ceux qui l'employaient volontiers. Pour certains il s'agissait d'une liste de choses (on en a fait des inventaires), pour d'autres c'était une étiquette (ils signaient volontiers *patrimonialement vôtre*), pour d'autres encore il s'agissait d'assumer le passé pour asseoir un rayonnement culturel ouvert sur le monde. Tout cela avec la diversité des opinions à l'intérieur de ces tendances majeures, a contribué au morcellement: s'il y a un patrimoine au Québec, il faut bien admettre qu'il n'est pas toujours perçu comme tel et que les *petits patrimoines* de chacun sont encore et toujours poussés à l'avant-plan.

DES GESTES

Dans ce contexte, les gouvernements et les promoteurs ont beau jeu. Pour l'État, quel qu'il soit, le patrimoine est devenu un véhicule politique par excellence, au nom duquel on va de compromis en compromis et qui amène inévitablement les grands gestes aussi spectaculaires que vides de sens, aussi coûteux que socialement inacceptables. Encore aujourd'hui, le ministère des Affaires culturelles remanie pour la nième fois sa direction générale du patrimoine, comme si la structure était importante, et Parcs Canada jette l'argent par les fenêtres en construisant une nouvelle porte à Québec. Tous ces gestes sont à la fois décriés et applaudis, au nom de la conservation du patrimoine. Prenons le cas de la porte Prescott. Ceux qui sont opposés à cette reconstruction invoquent son coût et remettent en question son utilité. Mais plusieurs s'opposent au parti architectural et ce pour des raisons contradictoires. D'une part, on voudrait une réplique fidèle au modèle original et d'autre part, on trouve que la solution proposée n'est pas assez moderne. Après avoir pris le pouls de ses membres, quel avis le CMSQ aurait-il bien pu émettre, sans avoir l'air ridicule? Dans les circonstances, que Parcs Canada aille de l'avant avec son projet semble tout à fait justifié, aucune alternative n'ayant été soumise et rallié une majorité d'opinions. Lorsque l'entreprise privée intervient, c'est évidemment parce qu'elle y voit une rentabilité. Mais, au nom du patrimoine — terme qui a remplacé le concept de rénovation urbaine des années 1960 — on érige des immeubles en hauteur derrière quelques façades vieillottes, de préférence déjà classées biens culturels. La bière est servie dans un cadre rehaussé de brique et les vitrines des artères commerciales ressemblent de plus en plus à des armoires Louis XV sans portes. Quant au logement, se vend bien tout ce qui est doté d'un peu de vieille brique, de bois et d'un foyer. À l'évidence, le patrimoine est devenu un objet de consommation, une mode qui fait le bonheur des décorateurs-ensembliers.

DES SILENCES

On entend moins les cris des groupes de pression dans cette vaste entreprise de récupération, toute animée par des esprits *positifs*. Et pour cause, les gens d'affaires et les mandarins de l'État en surveillent l'action du haut des conseils d'administration et leur ouverture d'esprit se traduit aussi par un niveau de subvention qui n'a jamais été aussi élevé. Cette manne providentielle permet de dispenser des cours, de publier des magazines et des brochures et d'organiser des colloques sur des thèmes inoffensifs. Le *comment faire* (la recette) est à l'honneur et rallie toutes les énergies. Sauvons Montréal et le Comité des citoyens du Vieux-Québec ne font plus que chuchoter.

Pour l'avenir, il reste à choisir entre deux voies. Il y a celle, toute tracée, pour qui l'engouement pour le patrimoine n'aura été qu'une mode passagère et qui condamnera le conservatisme (et quelque fois le racisme) des prises de positions aussi enflammées que ridicules de ses tenants. L'autre, plus difficile et moins *payante* voudrait que se poursuive la lutte pour la sauvegarde des qualités de notre environnement physique, comme contribution à la survie culturelle de notre espèce sur cette terre. Pour cela, il faudra bien que les gouvernants comprennent que le patrimoine (qu'on identifiera bientôt sous un autre nom pour se démarquer des démagogies récentes) ne peut être un enjeu électoral local et qu'il n'est pas négociable. D'ici cinq ans, on saura dans quelle voie s'est engagé le Québec. Il ne s'agit pas tant de savoir combien de *morceaux* on aura perdus ou conservés; on verra plutôt ce qu'on en a fait, par qui ils ont été pris en charge et à quelles fins.

Luc Noppen ■